

Yves Vaillancourt

Ph.D en science politique, professeur émérite de l'École de travail social
de l'Université du Québec à Montréal

(2007)

“ La promotion de l'économie
sociale et solidaire.
*La vision et la contribution
du Québec.* ”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC
<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès, fondée au Cégep de Chicoutimi en 1993 et développée en partenariat avec l’Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
Courriel: classiques.sc.soc@gmail.com
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>
à partir du texte de :

Yves Vaillancourt

“La promotion de l’économie sociale et solidaire. La vision et la contribution du Québec.”

In ouvrage sous la direction de Louis Favreau et Abdou Salam Fall, *L’Afrique qui se refait. Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire*, pp. 330-338. Québec : Les Presses de l’Université du Québec, 2007, 393 pp. Collection : “Pratiques et politiques sociales et économiques.”



Courriels : Yves Vaillancourt : vaillancourt.yves@uqam.ca
Louis Favreau : louis.favreau@uqo.ca

Police de caractères utilisés :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”.

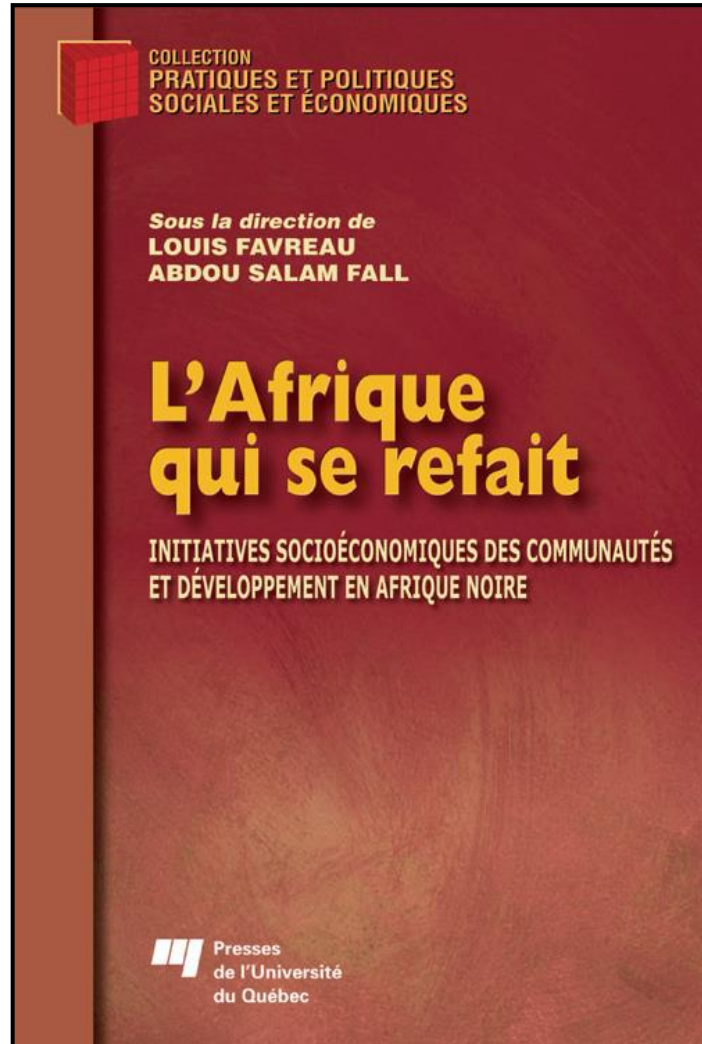
Édition numérique réalisée le 17 juin 2022 à Chicoutimi, Québec.



Yves Vaillancourt

Ph.D en science politique, professeur émérite de l’École de travail social
de l’Université du Québec à Montréal

“La promotion de l’économie sociale et solidaire.
La vision et la contribution du Québec.”



In ouvrage sous la direction de Louis Favreau et Abdou Salam Fall, *L’Afrique qui se refait. Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire*, pp. 330-338. Québec : Les Presses de l’Université du Québec, 2007, 393 pp. Collection : “Pratiques et politiques sociales et économiques.”

Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[330]

Yves Vaillancourt ¹

Ph.D en science politique, professeur émérite de l'École de travail social
de l'Université du Québec à Montréal

“La promotion de l’économie sociale et solidaire. La vision et la contribution du Québec.”

In ouvrage sous la direction de Louis Favreau et Abdou Salam Fall, *L’Afrique qui se refait. Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire*, pp. 330-338. Québec : Les Presses de l’Université du Québec, 2007, 393 pp. Collection : “Pratiques et politiques sociales et économiques.”

1. Une réussite pour le Sénégal et l'Afrique !

Dans cette plénière qui porte sur la « dynamique intercontinentale de la promotion de l'économie sociale et solidaire », je crois comprendre que j'ai l'honneur de parler au nom du continent nord-américain. Mais comme je me sens près de la délégation québécoise d'une centaine de personnes qui participe à cette rencontre et qu'en ce début de rencontre, je connais mal les cinq Américains et la trentaine de Canadiens non québécois qui y participent, je pense devoir dire modestement que les propos que je vais livrer se rapprocheront plus d'un point de vue québécois que d'un point de vue nord-américain.

¹ Politologue, Université du Québec à Montréal, ex-directeur du Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales (LAREPPS), membre du réseau international de recherche Création de richesses en contexte de précarité (CRCP) et de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ES) et de celle de l'Université du Québec en Outaouais (UQO), l'ARUC-Innovation sociale et développement des communautés. Ce texte est son allocution de plénière à la rencontre internationale qui eut lieu à Dakar en 2005.

En tant que Québécois, d'entrée de jeu, ce que j'ai le goût de dire, c'est que depuis l'ouverture de cette IIP Rencontre internationale ce matin, avec le nombre impressionnant de participants et participantes inscrits (1 250 en provenance de 66 pays), avec la diversité des pays et des continents représentés, avec la qualité de la logistique et du site de la conférence, avec la richesse des propos tenus depuis le début, nous réalisons tous ensemble que cette rencontre internationale et intercontinentale sera un immense succès. Nous réalisons que le Réseau intercontinental d'économie sociale et solidaire (RIPESS), les Sénégalais et les Africains de l'Ouest ont relevé un immense défi organisationnel, [331] scientifique et politique, soit celui d'organiser et de tenir cette conférence en respectant les principes et les objectifs qu'elle s'est donnés depuis la première rencontre, à Lima en 1997, et la deuxième rencontre, à Québec en 2001. Pour cette raison, je m'empresse, au nom de la délégation québécoise et du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), de féliciter chaleureusement le RIPESS, les Sénégalais et les Africains de l'Ouest qui, avec l'appui et la collaboration de leurs partenaires des autres pays et continents, ont travaillé très fort depuis 2001 et plus particulièrement au cours des derniers mois pour réussir la difficile course à obstacles que représente la préparation d'une telle rencontre dans un pays du Sud en particulier.

Pour nous, Québécois, le principe de l'alternance Nord/Sud, dans la tradition de ces rencontres internationales et intercontinentales, représente quelque chose de très important et nous y avons cru de façon conséquente depuis longtemps. Nous y avons cru en dépit du scepticisme qui prévalait à l'occasion dans certains pays du Nord.

2. La composition de la délégation québécoise

Certaines personnes présentes à cette III^e rencontre pourraient s'étonner devant le fait que la délégation québécoise comprend une centaine de personnes. L'explication de ce fait n'est pourtant pas difficile à fournir et à comprendre. C'est justement parce qu'un certain nombre de nos leaders, réunis entre autres à l'intérieur du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), ont misé depuis le lendemain de Québec 2001 sur le pari que la III^e rencontre internationale de Dakar

2005 constituait un rendez-vous possible, nécessaire et important pour la consolidation et la promotion intercontinentale de l'économie sociale et solidaire et qu'il valait la peine de se mobiliser et de s'organiser pour s'y préparer et y participer avec le meilleur de nos ressources et de nos effectifs. C'est ce que nous avons fait au cours des quatre dernières années avec les encouragements et l'encadrement du GESQ. C'est la raison pour laquelle nous avons tenu plusieurs rencontres préparatoires qui ont culminé avec la tenue d'une Université d'été sur l'internationalisation de l'économie sociale et solidaire qui a réuni et formé 200 participants à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) en juin 2005. En outre, tout le long de nos démarches préparatoires, nous avons eu le souci de travailler en étroite concertation avec le RIPESS en misant sur sa pertinence, sa légitimité et ses capacités organisationnelles.

[332]

À ce moment-ci, j'aimerais vous dire un mot sur la composition de notre délégation québécoise qui, me semble-t-il, est intéressante non seulement sur le plan du nombre, mais surtout sur le plan de la diversité et de la complémentarité de ses composantes. Qui sommes-nous ? Quels sont nos lieux d'ancrage ? Quels réseaux reliés à l'économie sociale et solidaire (ESS) représentons-nous ? Pour répondre à ces questions, il est possible d'identifier sept composantes. En effet, notre délégation comprend :

1. des représentants d'entreprises et d'organismes qui pratiquent au quotidien l'ESS (marchande et non marchande). Ces praticiens et praticiennes de l'ESS proviennent d'une diversité de lieux et de secteurs. On les retrouve dans les finances solidaires, dans les caisses d'épargne et de crédit, dans la production agricole, dans le microcrédit, dans les entreprises d'environnement et de recyclage, dans le logement social, dans la sécurité alimentaire, dans les pratiques d'insertion en emploi, dans les services de proximité, dans les organismes de loisirs et de tourisme social, dans les services sociosanitaires, dans le développement local et régional, dans les corporations de développement économique communautaire, dans les activités culturelles, etc. ;

2. des représentants des grands regroupements québécois d'entreprises et d'organismes de l'ESS dont le Chantier de l'économie sociale et le Conseil de la coopération du Québec (CCQ) ;
3. des représentants d'organismes publics qui sur les plans local, régional, sectoriel et national accompagnent et soutiennent au quotidien l'ESS. Je fais référence ici à des représentants de pouvoirs municipaux, de Centres de santé et de services sociaux (CSSS), de centres locaux de développement (CLD) et de certains ministères et autres organismes gouvernementaux québécois et canadiens, etc. ;
4. des représentants de mouvements sociaux qui jouent le rôle d'alliés de l'ESS et qui proviennent en particulier du mouvement syndical, du mouvement des femmes, du mouvement écologique, etc. ;
5. des représentants d'organisations de coopération internationale (OCI) québécoises et canadiennes qui, depuis cinq ans notamment, ont joué le rôle d'alliées naturelles de l'ESS québécoise et ont inscrit l'ESS dans la programmation de leurs activités Nord/Sud. Je me réfère en particulier à des OCI comme le [333] CECI (Centre d'étude et de coopération internationale), Développement et Paix, Oxfam-Québec, SUCO, l'AQOCI, etc. Au passage il faut souligner que plusieurs OCI québécoises ont réussi ces dernières années à effectuer un virage novateur en faisant une alliance stratégique avec les initiatives d'ESS qui se déploient tant au Nord (au Québec et au Canada) qu'au Sud dans les pays où elles ont des projets et activités de coopération. C'est ce qui explique que les acteurs de la coopération internationale et les acteurs de l'ESS travaillent de plus en plus souvent ensemble au Québec depuis quelques années alors qu'anciennement ils vivaient dans des univers séparés. Cela est un pas de plus tant pour l'ESS que pour la coopération internationale ;
6. des représentants des universités et des collèges qui ont développé des programmes de formation et de recherche qui se situent en alliance forte avec l'essor et la consolidation des pratiques et organismes d'ESS dans leur milieu. À cet égard, il

est intéressant de mentionner que notre délégation comprend des professeurs, des chercheurs, des étudiants qui sont partie prenante d'équipes et de programmes de formation et de recherche qui, depuis quelques années, font une jonction partenariale avec des acteurs de l'ESS tant au Québec que dans des pays du Sud. J'ajoute que la présence d'un recteur d'une université québécoise dans notre délégation représente un symbole significatif de ce que les ressources des milieux universitaires et collégiaux ont la responsabilité de s'engager avec les institutions qu'ils représentent dans la promotion de l'ESS chez nous et ailleurs ;

7. des représentants d'associations et d'institutions québécoises reliées aux communautés culturelles et autochtones. À cet égard, il est important de mentionner la présence dans notre délégation de Québécois d'origine haïtienne qui accompagnent une délégation haïtienne de l'intérieur comprenant trois personnes, ce qui représente un geste de solidarité qui fait du sens dans la société québécoise. En effet, au Québec, il y a pas moins de 120 000 Québécois d'origine haïtienne qui demeurent souvent préoccupés par la relance du développement dans leur pays d'origine et, du même coup, contribuent à sensibiliser l'ensemble des Québécois aux terribles problèmes de sous-développement qui continuent d'affliger Haïti. Il importe enfin de mentionner aussi la présence dans notre délégation des deux représentantes [334] du réseau des centres d'amitié autochtones au Québec qui font l'hypothèse que l'ESS pourrait devenir un point d'appui pour le développement de leurs communautés aux prises avec d'immenses défis socioéconomiques et sociopolitiques.

3. Quelques acquis liés à notre façon de promouvoir l'ESS au Québec

L'histoire de l'ESS a commencé il y a plus d'un siècle au Québec. Elle a connu des avancées considérables au cours des dix dernières années. Ces avancées ne se sont pourtant pas déployées de manière rectiligne. Elles ne se sont pas faites sans tiraillements, ni sans

« chicanes de famille ». Certes, l'ESS a connu chez nous des *success stories*. Mais, nous ne devrions pas avoir peur de le dire, elle a connu aussi des épisodes moins glorieux, des moments de difficulté et, à l'occasion, des échecs. Évidemment, dans les bilans que nous dressons officiellement, nous n'aimons pas toujours nous attarder sur nos difficultés. Nous avons plus de facilité à tirer des enseignements de nos réussites que de nos ratés.

Cela étant dit, je n'ai quand même pas l'intention d'utiliser mon temps d'intervention en plénière pour m'attarder sur les difficultés et les « mauvais coups » de l'histoire récente de l'ESS au Québec. Toutefois, au moment où je m'apprête à rappeler quelques caractéristiques positives de notre façon de travailler à la promotion de l'ESS au Québec, il m'apparaissait important de mentionner avec honnêteté que les immenses pas en avant que nous avons connus ces dernières années ne s'apparentent pas à un parcours euphorique et sans fautes qui nous aurait tenus à l'abri des obstacles et des reculs.

Avec cette mise en contexte réaliste, je puis mentionner cinq facteurs qui ont contribué à l'essor de l'ESS au Québec ces dix dernières années et qui sont susceptibles d'intéresser les personnes et les réseaux qui s'intéressent à la promotion de l'ESS dans d'autres pays et continents.

1. La promotion de l'ESS chez nous est d'abord la préoccupation au quotidien d'entrepreneurs socioéconomiques qui, avec inventivité, compétence et ténacité, ont développé et fait avancer des projets viables et novateurs d'ESS sur le terrain et continuent de le faire chaque jour.

[335]

2. La promotion de l'ESS chez nous a été rendue possible et dynamisée parce qu'elle a pu bénéficier de la reconnaissance et de l'appui de composantes significatives d'un certain nombre de mouvements sociaux anciens et nouveaux, notamment du mouvement syndical, du mouvement des femmes, du mouvement écologique, d'associations de jeunes, etc. Certes, en précisant que l'appui des mouvements sociaux est le propre de composantes des mouvements sociaux, j'attire l'attention sur le

fait que ces mouvements sociaux ne sont pas des réalités homogènes. Au contraire, ils sont traversés par différentes composantes et sensibilités, ce qui explique que certaines d'entre elles ont des connivences avec l'ESS, tandis que d'autres éprouvent des réticences et même parfois des oppositions. Cela veut dire que des débats internes importants continuent dans les mouvements sociaux québécois sur l'appui à donner ou à refuser à la promotion de l'ESS. Aux yeux de certains, cette ambivalence des mouvements sociaux quant à la position à tenir en regard du développement de l'ESS peut être interprétée comme un facteur négatif. Mais aux yeux d'autres analystes dont nous sommes, elle demeure un facteur positif qui ressort nettement lorsqu'on compare la position des mouvements sociaux face à l'ESS au Québec avec celle dans le reste du Canada. En effet, dans le reste du Canada, la position des mouvements sociaux, du moins jusqu'à tout récemment, s'apparente plus à une position d'indifférence, de non-compréhension et de non-appui. En somme, les débats internes sur l'ESS dans les mouvements sociaux québécois révèlent qu'une partie des mouvements sociaux s'emploie déjà à cultiver des alliances positives avec l'ESS et que les promoteurs de l'ESS doivent continuer leur travail de discussion et de persuasion pour obtenir la reconnaissance et l'appui bien sentis de franges plus larges des mouvements sociaux.

2. La promotion de l'ESS au Québec a marqué des points importants au cours des dix dernières années grâce à l'obtention de la reconnaissance et de l'appui des pouvoirs publics, du moins de certains pouvoirs publics œuvrant au sein de l'État du Québec, dans des organismes publics agissant sur le plan régional ou local, par exemple dans certaines instances municipales. Ces appuis ne sont pas venus à la manière de cadeaux spontanément octroyés d'en haut, mais après des revendications et des luttes venant d'en bas. Ils sont demeurés timides et réversibles [336] au gré des changements de garde dans les appareils publics et les gouvernements. Malgré sa fragilité et sa réversibilité, la reconnaissance politique de l'ESS par les pouvoirs et les politiques publics a contribué à l'essor d'une prise de conscience chez les acteurs et alliés de l'ESS dans la société civile. Prise de

conscience de ce que, pour s'épanouir vraiment dans l'économie et la société, les initiatives de l'ESS ont besoin de l'action de décideurs publics qui élargissent leur manière de voir et de faire en faisant éclater les cadres d'analyse binaires centrés uniquement sur le couple public-privé ou État-marché. C'est ce que nous appelons une approche d'économie plurielle capable de reconnaître l'apport du pôle de l'ESS à l'essor d'un nouveau modèle de développement.

4. La promotion de l'ESS au Québec, ces dix dernières années, a été soutenue par les contributions de la formule originale de la recherche partenariale dans ce domaine. Il s'agit là d'une façon de travailler à la production et au transfert des connaissances qui mise sur une alliance partenariale et symétrique entre des chercheurs des milieux académiques et des acteurs socio-économiques de la communauté environnante. Dans ce domaine de la recherche partenariale, il est possible de dire que le Québec et le Canada détiennent une expertise de coproduction et de codiffusion des connaissances qui aurait avantage à être mieux connue et utilisée dans d'autres pays, notamment dans les pays du Sud. Dans nos échanges avec nos semblables dans d'autres pays, nous avons remarqué que cette innovation suscitait beaucoup d'intérêt.
5. La promotion de l'ESS au Québec, enfin, a été grandement aidée et enrichie par la qualité et la diversité de nos réseautages avec des acteurs et des chercheurs inscrits dans diverses mouvances d'ESS dans d'autres pays du Nord et du Sud. À cet égard, il ne fait pas de doute que l'engagement fort d'un nombre significatif de Québécoises et de Québécois dans la 1^{re} rencontre internationale de Lima en 1997, la II^e rencontre de Québec en 2001 et cette III^e rencontre internationale de Dakar en 2005 nous a beaucoup enrichis et dynamisés. Sur ce plan, nous sommes particulièrement redevables aux apports combinés du GESQ et du RIPESS qui interviennent, à l'intérieur du Québec et dans les échanges intercontinentaux, non pas à la manière d'avant-gardes [337] hiérarchiques désireuses d'imposer aux diverses composantes de l'ESS une quelconque « ligne juste », mais à la manière de carrefours de réseaux préoccupés d'animer des échanges et des partages d'expériences entre une diversité de

réseaux encouragés à conserver leur marge d'initiative autonome tout en coopérant à la construction d'un héritage commun.

4. Conclusion : les défis du RIPESS

Après vous avoir fait part de ces idées sur notre expérience de la promotion de l'ESS au Québec, j'aimerais conclure tout simplement en disant que, scruté à partir de la fenêtre de l'expérience québécoise, le nom du RIPESS nous apparaît à la fois pertinent, exigeant et prometteur pour l'avenir : Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire.

Le RIPESS est un réseau. Se définir et se comporter comme un réseau, c'est refuser de se présenter et d'agir comme une sorte de parti unique ou d'organisation d'avant-garde qui aurait la prétention de représenter et de guider l'ensemble des initiatives d'ESS dans tous les continents et tous les pays. Au contraire, le RIPESS est né de la demande d'une diversité de réseaux ancrés dans une diversité de continents et de pays du Nord et du Sud, et doit, en retour, se développer en demeurant le soutien et l'accompagnateur de ces divers réseaux. Ainsi, le RIPESS est appelé à jouer le rôle de réseau ou de carrefour de réseaux, c'est-à-dire d'un réseau voué à la promotion de la coopération interréseaux dans le domaine de l'ESS.

Le RIPESS est un réseau intercontinental. Pour nous, Québécois, se définir comme un réseau intercontinental, c'est différent de l'autre option qui consisterait à se définir comme un réseau international. Le défi ici est de réussir le développement d'un RIPESS qui, en continuité avec la rencontre de Lima en 1997, se préoccupe constamment d'assurer l'équilibre entre la participation des acteurs de l'ESS venant des sociétés du Sud et celle de ceux venant des sociétés du Nord. Dans un réseau qui se définirait d'abord comme international, il serait facile d'organiser des rendez-vous internationaux dans lesquels les délégations du Sud ne feraient pas longtemps le poids face aux délégations du Nord. Par contre, dans la perspective d'un réseau intercontinental, il devient vite impératif de travailler d'une manière qui favorise la promotion de l'ESS [338] dans cinq continents, trois du Sud, l'Amérique latine, l'Afrique et

l'Asie, et deux du Nord, l'Europe et l'Amérique du Nord. Dans ce contexte, le principe de l'alternance Sud/Nord qui a permis d'avoir la première rencontre au Sud (à Lima), la deuxième au Nord (à Québec) et la troisième au Sud (Dakar) est un acquis à conserver si nous tenons à ce que notre réseau demeure authentiquement intercontinental. En ayant permis la participation de plusieurs centaines d'Africains et d'Africaines engagés dans des pratiques d'ESS dans nombre de pays de ce continent du Sud, la III^e rencontre de Dakar 2005 nous a donné l'occasion unique de mieux comprendre et apprécier le potentiel de richesse de la dynamique intercontinentale. La faible présence des représentants de l'ESS venant du continent asiatique nous invite d'autre part à prendre la mesure de l'immense effort à déployer en direction des pays de ce continent pour élargir et consolider le RIPESS dans les années à venir.

Le RIPESS est un réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire. En se donnant d'abord pour mission de faire la promotion de l'ESS, le RIPESS, à mes yeux, fait œuvre pédagogique d'une manière fort constructive. Fidèle à l'expression « résister et construire » qui avait été le fil conducteur des délibérations de la II^e rencontre de Québec 2001, le RIPESS évite de se cantonner dans une définition de lui-même qui serait d'abord négative si elle mettait l'accent principalement sur la dénonciation de la mondialisation néolibérale. Au contraire, le RIPESS a fait le choix de se définir d'abord comme une mouvance intercontinentale engagée dans la construction d'une mondialisation alternative. En somme, le RIPESS se commet en tant que démarche de mobilisation et de concertation clairement inscrite dans les pratiques et les projets d'altermondialisation. Ce choix n'est pas anodin ni facile dans une conjoncture internationale où les forces progressistes intéressées aux débats sur la coopération Nord/Sud emploient de plus en plus fréquemment l'étiquette altermondialisation pour se définir mais éprouvent souvent, dans les faits, de la difficulté à passer de la dénonciation à la construction, c'est-à-dire de l'antimondialisation à l'altermondialisation. En somme, en visant par son travail intercontinental à soutenir la promotion de l'ESS, le RIPESS et les multiples réseaux continentaux, nationaux, sectoriels et locaux qui s'y rattachent veulent contribuer modestement, avec d'autres réseaux et regroupements intercontinentaux, à l'émergence et au renforcement d'un nouveau modèle de développement dans lequel

l'ESS sera plus reconnue et soutenue par la société civile et les décideurs publics.